

Pour la justice sociale, pour la jeunesse, pour les services publics

Samedi 24 octobre 2026 : la mobilisation continue !



Dans tout le pays, et partout à Paris et en Île-de-France, samedi 17 octobre 2026, des manifestant·es lycéen·nes, étudiant·es, fonctionnaires, salarié·es, privé·es d'emploi et retraité·es se sont mobilisé·es pour dénoncer la vie chère et réclamer plus de justice sociale. La FSU IDF avait appelé à rejoindre cette manifestation interprofessionnelle et intergénérationnelle, pour l'inscrire dans la continuité des mobilisations engagées depuis le 29 septembre. La FSU IDF se félicite d'avoir participé à un cortège parisien si impressionnant, créatif et énergique, point d'appui de la convergence de toutes les luttes qui s'exprimaient ce jour-là.

Dans son allocution, le dimanche 18 octobre, le président Macron a formulé à l'attention des organisations syndicales une injonction à condamner les violences qui ont eu lieu en marge des manifestations. Cette mise en cause ne sert qu'à dissimuler la vacuité de son allocution et à détourner le débat des revendications que la FSU porte depuis des années : saccage des services publics, augmentation des inégalités, jeunesse en souffrance. Pas d'amalgames : les pillages et les destructions de biens mis en avant pour discréditer le mouvement social ne doivent pas cacher les violences symboliques, institutionnelles et policières qu'une partie de la population subit quotidiennement. Nous n'avons pas à répondre de violences dont nous ne sommes pas responsables.

Le pouvoir macroniste n'apporte aucune réponse à la colère sociale et aux revendications légitimes de la jeunesse. Voilà bientôt un mois que les lycéen·nes et les étudiant·es – avec le soutien de l'intersyndicale – sont mobilisé·es, et l'allocution présidentielle n'avance rien de concret. C'est irresponsable et dangereux.

Le pouvoir macroniste continue par ailleurs d'appliquer une méthode violente de maintien de l'ordre qui n'aurait pas lieu d'être dans une société plus égalitaire, plus juste, plus démocratique. Partout en France, nos jeunes subissent une répression inacceptable devant leurs lycées, devant leurs universités, dans les rassemblements et les cortèges. De la même manière, plusieurs de nos militant·es, à Paris le 6 octobre, à Lyon le 13 octobre, à Toulouse le 17 octobre, ont été blessé·es alors qu'ils et elles exerçaient leur droit fondamental de manifester. Aucune réponse répressive ne peut tenir lieu de réponse politique. C'est irresponsable et indigne.

Dans ce contexte social et face aux appels à l'état d'urgence, notre responsabilité syndicale est de remettre les revendications de la population et les droits humains au centre du débat. C'est pourquoi la FSU IDF appelle à poursuivre le mouvement en rejoignant la manifestation parisienne organisée le samedi 24 octobre, et ainsi préparer la journée du jeudi 5 novembre pour en faire une puissante journée de grève et de manifestations pour les salaires et les pensions, les services publics, et la rupture écologique.

